



Séminaire président(e)s-délégué(e)s FCSF

17-18 novembre 2023

Intervention de Sylvie DELPLANQUE et Barbara PROVOST

D'où sommes-nous partis à la Fédération départementale des centres sociaux et socioculturels de Charente-Maritime ?

De deux partis pris unanimement partagés au sein de notre réseau :

- 1 Les revalorisations salariales attendues au 1^{er} janvier 2024 sont plus que bienvenues : elles sont indiscutablement légitimes et nécessaires.
- 2 Les effets de l'inflation sont tout à fait visibles et mesurables. Ils sont liés à des perturbations du jeu politique et financier. Ils nous dépassent mais sont réels.

L'augmentation des subventions allouées à nos structures ne relève donc pas de la charité mais de la reconnaissance d'un fait : dans une période tumultueuse au plan économique et démocratique, quand les idées extrémistes se polissent, quand l'économie vacille, le contrat social est coûteux.

Pour répondre aux urgences de la crise et contrer les risques de dérives, l'éducation populaire a de la valeur. Et ce qui a de la valeur a un coût. C'est assez simple.



Sur la base de nos premières actions de mobilisation notre conseil d'administration fédéral réuni le 19 octobre dernier a identifié 5 enjeux clés sur lesquels il est de notre responsabilité d'agir. Ces enjeux guident nos actions de mobilisation.

Dans le temps qui nous est imparti, nous allons nommer les 4 premiers et zoomer sur le dernier. Il est évident que dans une perspective systémique, ces enjeux sont interdépendants. Agir sur l'un aura des effets sur l'autre.

- 1 Un enjeu **ECONOMIQUE** qui se traduit très concrètement pour certains centres de notre réseau de l'activation du mode survie dès 2024.
- 2 Un enjeu de **RECONNAISSANCE** : il y a urgence à produire plus de visibilité de notre utilité sociale
- 3 Un enjeu **DEMOCRATIQUE** avec une question centrale : faut-il questionner notre modèle associatif loi 1901 ou pas ?
- 4 Un enjeu de **STRUCTURATION** avec une autre question centrale : faut-il questionner notre modèle économique ou pas ?
- 5 Un enjeu **de POSITIONNEMENT PARTENARIAL** : on observe dans le 17 comme ailleurs un jeu partenarial fortement déséquilibré. Les contraintes qui pèsent sur les collectivités, les services de l'Etat et les organismes de sécurité sociale produisent, par effet cascade, un resserrement des exigences à l'égard de notre réseau. Ce n'est pas nouveau. Nous connaissons tous les visages de ces resserrements : inflation des rendus comptes avec, à leur solde, une ribambelle de fichiers Exel et autres Cerfa à rendre pour hier. Cela génère du stress, de la perte de sens mais également des jeux concurrentiels dangereux.

Nos associations sont des organes vivants : elles sont souvent, à leur corps défendant, des acteurs de ce déséquilibre. Cela fait bien sûr écho au concept de servitude volontaire qui interroge les rapports de domination et notre capacité, au nom de la vitalité voire de la survie de nos projets, à nous déposséder de notre propre pouvoir et à accepter de nous soumettre à un partenaire qui, de fait, n'en n'est plus un au sens traditionnel du partenariat.

Pour retrouver un équilibre dont nous avons, tout autant que nos partenaires, besoin, nous avons décidé de refuser les mots « prestataire », « sousmissionné » et autres corollaires

Le champ sémantique n'est pas anodin : il traduit en voyelles et consonnes trébuchantes les changements de paradigmes. Dans tous les espaces où nous siégeons, dans toutes les réunions de travail où l'on nous convie, nous le martelons : il n'y a pas d'alliance possible sans accord sémantique. Il ne s'agit pas de nous opposer ; il s'agit de nous accorder. Car c'est en parlant d'une même voix et en usant des mêmes mots qu'on fabrique du progrès social.



Pour finir, nous souhaitons rappeler que la lutte contre les inégalités et les injustices sociales est, depuis toujours, le terreau des centres sociaux. La synergie des acteurs, la coopération bénévoles/professionnels est, depuis toujours, le moteur de cette lutte.

Nous avons du travail : le dernier rapport de l'OXFAM relate que les inégalités sociales s'accroissent encore de manière vertigineuse tandis que la crise climatique esquisse déjà, chez nos voisins d'Afrique, de nouveaux visages de la pauvreté. Alors franchement, co-imaginer, coopérer, cofabriquer : ce n'est plus une invitation, c'est une nécessité.

Quand nous parviendrons à convaincre nos alliés de toujours de cette nécessité alors...

Alors nous serons inventifs ensemble.

Nous serons puissants ensemble.

Puissants au service des habitant.es et d'un projet politique porteur d'émancipation citoyenne.